

La démocratisation de l'enseignement supérieur comme moyen de lutter contre l'exclusion

L'enseignement supérieur reste un enjeu de choix pour les progressistes, notamment parce qu'il est un levier de transformation sociale. Les politiques publiques peuvent accroître ou diminuer son efficacité. Une attention particulière donnée à la question sociale dans la prise de décision concernant l'enseignement supérieur peut se traduire de différentes manières. Selon que l'on soit pragmatique ou ambitieux, on peut vouloir consolider l'enseignement supérieur comme vecteur d'ascension sociale pour quelques-uns ou en faire un moyen d'émancipation sociale pour tous. Il est pleinement justifié de voir une association comme le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion se réapproprier cette thématique, notamment pour déconstruire des mécanismes institutionnalisés de relégation et d'exclusion.

Dans *Les Héritiers* et *La Reproduction*, deux ouvrages parus il y a plus de quarante ans, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron mettent en lumière le rôle de l'enseignement supérieur dans la reproduction des élites de la société. Les enfants des classes populaires sont sous-représentés dans les effectifs étudiants et plus encore dans les cohortes des diplômés. Ce constat, aussi étayé

LE PRÉSENT DOSSIER SE PENCHE SUR LA QUESTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA DIFFICULTÉ D'EN FAIRE UN OUTIL D'ÉMANCIPATION SOCIALE...

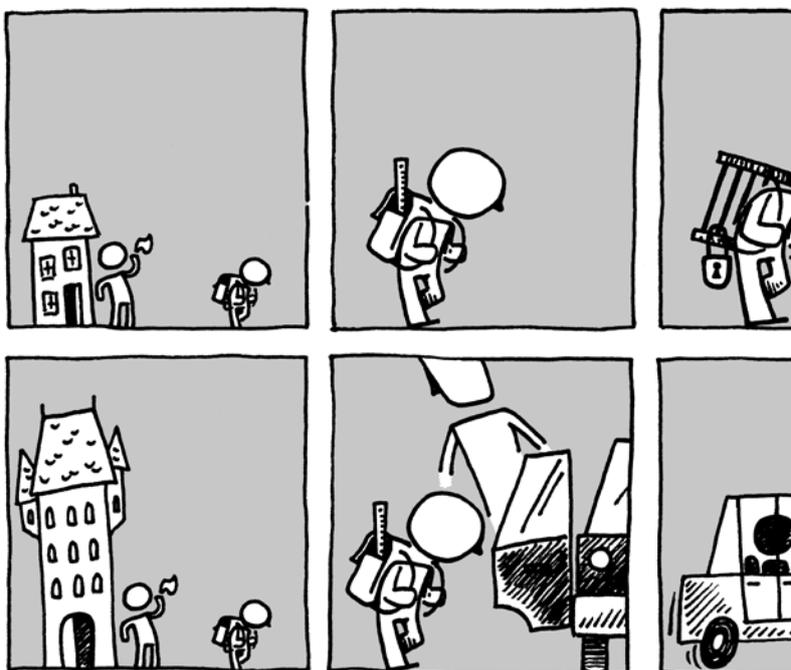
Carlos Crespo
Rédacteur en chef d'Ensemble!

que lucide, a été confirmé par diverses études statistiques qui tendent à démontrer qu'en France mais aussi en Belgique, l'institution universitaire reproduit les inégalités sociales. On peut se poser la question du pourquoi de la perpétuation de ce mécanisme alors que les effets antisociaux qu'il produit ont été maintes fois démontrés.

On peut faire l'hypothèse que tout le monde n'a pas intérêt à ce que les choses bougent en l'espèce. Ainsi, notamment, parmi les bénéficiaires, certains minimisent voire nient cette reproduction. Soit par ignorance soit dans une volonté de maintenir le système en l'état, les classes dominantes renâclent à réformer un enseignement supérieur pensé par et pour eux. Tous les arguments sont bons pour éviter de remettre en question les modes de transmission existants du capital culturel. Ainsi l'oligarchie académique, gardienne du temple de la reproduction des élites qu'est l'Université, considère le plus souvent que la réussite est une affaire

d'aptitude individuelle ou d'intelligence. Dans ces milieux, certains font mieux que de s'accommoder de l'exclusion massive des classes populaires de l'Université. Ils vont jusqu'à légitimer publiquement le modèle. Ainsi, Gustave Moonen, doyen de la Faculté de Médecine

de l'Université de Liège, déclarait dans la presse **A** il y a quelques mois: "Qu'il y ait plus d'enfants de médecins en médecine, d'enfants de juristes en droit et d'enfants de journalistes dans la presse, cela s'appelle l'hérédité des caractères acquis. Ce n'est pas de l'élitisme



économique, c'est du pragmatisme pédagogique."

Pierre Bourdieu parlait de racisme de l'intelligence **B** pour désigner une sorte de racisme de la classe dominante vis-à-vis des dominés. Il le définit comme suit **C** : "Ce racisme est propre à une classe dominante dont la reproduction dépend, pour une part, de la transmission du capital culturel, capital hérité qui a pour propriété d'être un capital incorporé, donc apparemment naturel, inné. Le racisme de l'intelligence est ce par quoi les dominants visent à produire une "théodicée de leur propre privilège", comme dit Weber, c'est-à-dire une justification de l'ordre social qu'ils dominent. Il est "ce qui fait que les dominants se sentent justifiés d'exister comme dominants; qu'ils se sentent d'une essence supérieure"".

Dans la pratique, outre le positionnement de principe sur la logique de la réussite des seuls méritants, cela donne diverses tentatives de mystification lorsque les dossiers relatifs à l'enseignement supérieur sont abordés. Ainsi, la qualité de l'enseignement est bien souvent opposée par l'oligarchie académique à l'accessibilité. Toute initia-

tive jugée trop favorable à l'accès à l'enseignement sera souvent taxée d'inopportune car mettant à mal la qualité de l'enseignement.

Cela vaut pour les débats sur les filtres académiques à l'accès aux études comme l'examen d'entrée en Polytechnique dont la suppression programmée, si elle est prévue par l'accord de gouvernement de la Communauté française, n'en déclenche pas moins les passions corporatistes et élitistes. La référence au qualitatif vaut aussi pour les politiques de promotion de la réussite. Alors que l'échec en première année s'élève, toutes filières confondues, à approximativement 60 % depuis plusieurs années, il existe une méfiance contre tout ce qui pourrait diminuer le niveau d'échec puisqu'il aurait pour conséquence, cela va de soi, une baisse du niveau d'exigence et de la qualité de la formation. Pour beaucoup de doctes représentants de l'autorité académique, le taux d'échec reste un label de qualité. Inutile de préciser qu'ils se refusent à voir la composante sociale de l'échec scolaire. Si les enfants des classes populaires connaissent un taux d'échec plus important, c'est bien entendu parce que l'on trouve dans leurs rangs moins de "méritants" qu'au sein des élites!

Sur les questions relatives aux bourses et aux aides sociales, les arguments budgétaires se combinent aux arguments idéologiques. Les premiers trouvent plus facilement un écho auprès des décideurs politiques surtout en cas de conjoncture peu favorable.

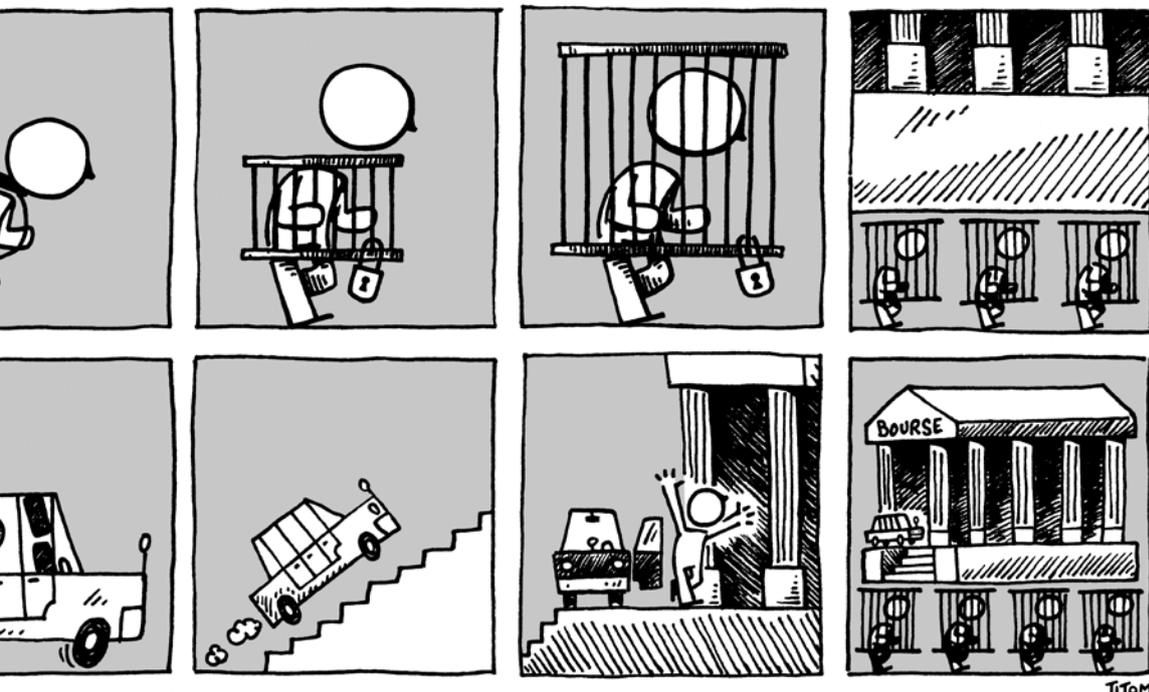
Il y a donc beaucoup d'explications à la persistance des filtres sociaux à l'accès au savoir et à la diplomation universitaire. Cela ne doit aucunement dispenser les progressistes de se réapproprier la thématique et de se lancer dans la bataille pour la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Dans les lignes qui suivent, vous pourrez découvrir les contributions de Jérôme Lechien, Renaud Maes, Michaël Verbauwheide, Anne Morelli et Jean-Louis Siroux, acteurs progressistes de l'enseignement supérieur à qui le journal a décidé d'ouvrir ses colonnes en vue d'alimenter la réflexion de nos lecteurs sur cette importante question. ■

A http://archives.lesoir.be/m/-une-vision-caricaturale-_t-20110713-01GYPJ.html

B <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/04/BOURDIEU/11113>

C Bourdieu P., *Questions de sociologie*. Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 264.



TITOM

(14)

CRISE: LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE GRANDIT

(Michaël Verbauwheide)

(16)

UN AVENIR FUNESTE POUR LA MÉDECINE ET LES SOINS DE SANTÉ

(Jérôme Lechien)

(18)

D'ESPRIT CRITIQUE, IL N'EST PLUS QUESTION...

(Daniel Flinker)

(22)

DE L'ÉCURIE DES ÉLITES À L'USINE DE PRODUCTION DES CADRES

(Renaud Maes)